

Du congrès de Vienne au traité de Saint-Germain. L'Autriche et le Concert européen, 1815-1919

CATHERINE HOREL

Mots-clés : Autriche – Empire des Habsbourg – Autriche-Hongrie – Congrès de Vienne – Première Guerre mondiale.

From the Vienna Congress to the Treaty of Saint-Germain. Austria and the European Concert of Powers 1815-1919

Keywords : *Austria – Habsburg Empire – Austria-Hungary – Vienna Congress – First World War*

À la veille du congrès de Vienne¹, la situation de la monarchie des Habsbourg a bien changé depuis la formulation de la légendaire devise de l'empereur Frédéric III, « AEIOU »². Sans être apocryphe, elle est une construction postérieure à l'instauration de la domination de la maison

¹ Catherine Horel est directrice de recherche au CNRS (UMR SIRICE).

² La devise était propre à l'empereur Frédéric III. Elle a généré une abondante littérature dont émergent essentiellement deux variantes : *Austria est imperare orbi universo* (il appartient à l'Autriche de régner sur l'univers) et *Austria eri in orbe ultima* (l'Autriche sera la première sur le globe). L'empereur lui-même n'ayant jamais précisé la signification qu'il lui donnait, la formule a été reprise vers le milieu du xvii^e siècle pour caractériser une prétendue volonté de puissance universelle de l'Autriche.

d'Autriche sur le continent européen après le règne de Charles Quint. À cette époque la puissance des Habsbourg est en effet à la fois continentale et coloniale. Leurs possessions espagnoles et autrichiennes lui font atteindre une dimension mondiale. La position de la monarchie a évolué progressivement vers une concentration de ses territoires héréditaires : la séparation des branches autrichienne et espagnole tout d'abord, l'avènement des Bourbons sur le trône d'Espagne ensuite, ont repoussé les Habsbourg vers l'Europe centrale. Au cours du XIX^e siècle, la tendance à une translation orientale de la monarchie va se confirmer tout en limitant sa marge de manœuvre internationale. Il n'est pas anodin que François-Joseph, qui accède au pouvoir lors du bouleversement révolutionnaire de 1848, choisisse la devise « *Viribus unitis* ». Elle dit bien la nécessité de rassembler les forces internes avant de songer à une quelconque ambition extérieure.

La configuration de l'Europe centrale évolue entre 1815 et 1914 dans un sens favorable à l'idée de l'État-nation, fondamentalement étrangère à la conception dynastique de l'Autriche. Le premier pas dans ce sens est la dissolution du Saint Empire romain germanique sous les coups de boutoir de Napoléon dont la politique expansionniste favorise la naissance en Allemagne, mais aussi en Italie, d'une conception nationale de l'État. Pour ne pas être en reste et consolider sa position, l'Autriche devient elle-même un empire en 1804³. Le terme cache toutefois une réalité qui est loin de la notion d'empire : l'Autriche demeure un conglomérat d'États dotés de droits historiques et associés aux Habsbourg essentiellement par mariages ou par échanges, plus rarement par conquêtes. Les autres provinces ont été acquises de même, au fur et à mesure de l'expansion du duché d'Autriche. Ces recompositions ne sont pratiquement plus possibles au XIX^e siècle en raison de l'affermissement de l'idée nationale qui fait se dresser les

³ Christine Lebeau, « Quel gouvernement pour quel empire ? Du Saint-Empire à l'empire d'Autriche », *Monde(s). Histoire, espaces, relations*, n° 2, 2012, p. 151-166.

peuples et leurs champions dès lors qu'une crise ou une guerre nécessite un redécoupage territorial.

Les conquêtes napoléoniennes introduisent en Europe centrale un désordre dont l'Autriche ne peut que pâtir. Elles font en outre suite à la secousse révolutionnaire qui a fait s'agiter les diètes, notamment en Hongrie, potentiellement toujours suspecte de rébellion. Devant l'impossibilité de s'opposer à la poussée napoléonienne, il faut donc tenter de l'endiguer et de la diriger vers un autre objectif. Les opérations de Napoléon contre la Russie offrent à l'empereur François et à Metternich une opportunité : l'Autriche poursuit sa politique traditionnelle d'alliances matrimoniales en proposant l'union entre Marie-Louise et l'empereur des Français. Du point de vue de l'Autriche, il s'agit d'une mésalliance, mais dans ce cas, ce sont les intérêts stratégiques qui priment en détournant Napoléon de Vienne. En effet, la Russie indispose l'Autriche en raison de sa guerre contre la Turquie. Des révoltes contre la domination ottomane ont éclaté au début du siècle, poussant l'Autriche et la Russie à intervenir. La Russie menace de s'implanter dans l'arrière-cour balkanique de l'Autriche en soutenant ouvertement l'insurrection serbe de 1804. Le traité de Bucarest en 1812 consacre l'autorité de la Russie sur les chrétiens orthodoxe et reconnaît l'autonomie de la Serbie⁴. La rivalité austro-russe est ainsi établie et hormis quelques épisodes de réconciliation, va dominer l'Europe orientale jusqu'à la Première Guerre mondiale⁵. Il s'agit donc pour l'Autriche de reprendre la main et de montrer sa force : le même objectif

⁴ Les Russes perdent les conquêtes effectuées sur l'Empire ottoman lors de cette campagne au Caucase et en mer Noire et recentrent donc leur présence dans l'espace balkanique. Robert Mantran (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, p. 440.

⁵ Les sources sur la politique extérieure de la monarchie des Habsbourg au XIX^e siècle sont innombrables : pour un panorama complet, voir le tome VI de la série *Die Habsburgermonarchie 1848-1918*, Adam Wandruszka, Peter Urbanitsch (dir.), *Die Habsburgermonarchie im System der internationalen Beziehungen*, 2 vol., Vienne, Österreichische Akademie der Wissenschaften, 1989-1993.

sous-tend l'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908. Mais Napoléon échoue devant Moscou et le calcul de Metternich est mis en échec. Il faut donc se résoudre à revenir au jeu diplomatique, un exercice dans lequel Metternich et ses successeurs vont montrer un talent qui va souvent faire oublier que la politique de puissance de l'Autriche cache le plus souvent une absence de moyens.

1815-1848 : l'illusion de la puissance

Le congrès de Vienne qui se déroule du 1^{er} novembre 1814 au 9 juin 1815 n'a pas pour seul but de mettre un terme à l'épopée napoléonienne. Pour l'Autriche, il doit instaurer un nouvel ordre européen susceptible d'empêcher une nouvelle aventure de ce genre. Or, les conceptions de Metternich vont se heurter surtout aux visions prussiennes. La Prusse, en effet, se voit comme le vainqueur de Napoléon suite à la « bataille des nations » de Leipzig en 1813, qui est immédiatement interprétée à Berlin comme un succès national. Le projet prussien est basé sur trois notions qui sont étrangères à Metternich : le nationalisme, le libéralisme et le parlementarisme. La Prusse envisage l'issue du congrès comme l'affirmation de sa « victoire » tandis que Metternich veut rétablir un équilibre des puissances. Le chancelier autrichien est un acteur majeur du Concert européen, non par esprit de conservatisme comme on l'a souvent représenté, mais afin de créer un système basé sur le confédéralisme contre les mouvements unitaires allemand et italien. La création à l'automne 1815 de la Confédération germanique permet dans un premier temps de satisfaire cet objectif. Elle permet également de détourner pour un temps la Prusse d'une alliance avec la Russie qui aurait abouti à la reconstitution de la Pologne, mais sous domination russe, ce que l'Autriche ne peut accepter⁶. La Confédération a également pour but que les États

⁶ La rivalité au sujet de la Pologne resurgit durant la Première Guerre mondiale, Allemands et Autrichiens voulant placer sur le trône polonais, qui un Hohenzollern, qui un archiduc Habsbourg. Timothy Snyder, *The Red Prince*.

allemands gardent leur indépendance, ce qui éloigne le spectre de l'unité allemande sous obédience prussienne. La question constitutionnelle allemande (*deutsche Verfassungsfrage*) n'est toutefois que temporairement résolue. Le même processus était prévu par Metternich pour l'Italie mais la résistance du royaume de Piémont-Sardaigne empêche la naissance d'une *Lega italica*. En échange, l'Autriche obtient la Lombardie-Vénétie et la Dalmatie suite à la dissolution des Provinces Illyriennes créées par Napoléon. L'Autriche semble donc sortir victorieuse du congrès de Vienne avec des gains territoriaux conséquents et un prestige restauré. Ses avantages sont bien plus de l'ordre de la stratégie que d'un bénéfice économique : l'abandon des États catholiques allemands contre la Lombardie-Vénétie mécontente les Allemands de l'Empire. Le maintien de la Galicie et le statut d'autonomie accordé à Cracovie sont rapidement source de problèmes même si sur le long terme, les Galiciens deviennent des soutiens de Vienne. La Dalmatie est certes pauvre mais offre une façade maritime continue. De la sorte, l'Empire se retrouve plus concentré territorialement ce qui est son principal atout.

Durant la période du *Vormärz* qui précède la révolution de 1848, Vienne garde donc un œil attentif sur les deux problèmes majeurs que sont l'Allemagne et l'Italie, tout en surveillant également son voisinage oriental. L'Empire ottoman est alors considéré par la Russie et la Grande-Bretagne comme une puissance faible et déclinante. Il est par conséquent dans l'intérêt de l'Autriche de préserver l'intégrité de l'Empire ottoman, une politique qui devient une constante jusqu'à la révolution jeune-turque.

Les relations entre Vienne et Paris sont peu cordiales, alors que les deux puissances ont pourtant, durant cette période, des intérêts communs : préserver l'ordre issu des traités et la paix en Europe, défendre le système monarchique restauré malgré les séquelles napoléoniennes et

révolutionnaires toujours apparentes⁷. La principale pomme de discorde demeure l'Italie, mais si la confrontation reste dans des limites raisonnables, elle grève cependant les relations jusqu'au règne de Napoléon III. Dans les relations internationales, deux pôles dominant après 1815 : l'Angleterre et la Russie. L'Autriche s'efforce d'éviter que la France ne s'oriente vers la Russie et les rares périodes de détente, durant ce premier demi-siècle, ont pour but de ménager la France afin de contrer les ambitions russes. Mais rapidement, Metternich réalise que l'Angleterre offre de meilleures garanties que la France contre la Russie, surtout dans les Balkans, ce qui explique aussi pourquoi, plus tard, on s'irritera à Vienne de voir les trois puissances se rapprocher et l'on accusera la France d'être à la remorque de l'Angleterre. Ces intérêts divergents font de la Sainte Alliance, fondée à grands renforts de symboles chrétiens entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, une construction illusoire à long terme. Metternich s'en indignait d'ailleurs en l'appelant « eine Theaterdekoration »⁸. Elle montre effectivement son peu de validité lors de la crise grecque : la Russie, la Grande-Bretagne et la France se prononcent pour l'indépendance de la Grèce contre l'Autriche. Le spectre de la Russie dans les Balkans se précise d'autant plus que le traité d'Andrinople, signé en 1829, officialise le rôle de la Russie dans les principautés danubiennes où elle était déjà admise comme protectrice des populations chrétiennes. Mais pour le moment, l'intégrité ottomane reste préservée et la poussée de la Russie semble contenue.

La révolution de 1830 creuse une première brèche dans l'ordre européen issu des traités. Elle confirme aux yeux de Metternich que la France est demeurée le foyer incandescent de l'idéologie libérale le plus actif en Europe parce qu'elle en est aussi le berceau et le conforte dans ses

⁷ Catherine Horel, « La France et l'Empire d'Autriche, 1815-1918 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 32, 2010, p. 57-79.

⁸ Helmut Rumpler, *Eine Chance für Mitteleuropa. Bürgerliche Emanzipation und Staatsverfall in der Habsburgermonarchie, Österreichische Geschichte 1804-1914*, Vienne, Ueberreuter, 1997, p. 140.

craintes et sa méfiance vis-à-vis de la royauté constitutionnelle. La révolution polonaise qui éclate à Varsovie en 1831 fait écho à l'autre crainte de Metternich au sujet de l'idée nationale. Elle menace en outre d'attirer les Polonais de Galicie dans le mouvement.

1848-1866 : la fédéralisation manquée

La révolution de 1848 ressemble dans un premier temps au cauchemar de Metternich : triomphe du libéralisme, du nationalisme et de la démocratie dans laquelle le chancelier ne voulait voir que démagogie. L'irruption du nationalisme dans la politique extérieure de la monarchie change radicalement son orientation. Les décideurs doivent faire entrer dans leur pensée stratégique les données du réveil national qui touche tous les peuples de la monarchie, en premier lieu ceux qui s'appuient sur leur droit d'État (Tchèques, Hongrois, Croates, Polonais) ou qui disposent dorénavant d'un relai dans un nouvel État national (Italiens et Allemands à partir de 1861 et 1870, Serbes et Roumains). En 1848, ce sont les Italiens et les Hongrois qui vont obliger l'Autriche à entrer en guerre et à bouleverser l'ordre issu du congrès de Vienne. Dans le même temps, la révolution a gagné une partie des États allemands, faisant volet en éclats la Confédération germanique et ouvrant la voie à l'unité allemande, y compris en ralliant les provinces allemandes de l'Empire. L'éclatement potentiel de l'ordre européen voulu par Metternich passe par une sécession de la Hongrie et un regroupement au centre du continent de la Grande Allemagne en vertu d'une alliance de l'Autriche avec la nouvelle Confédération germanique, qui formerait ainsi un *Reich* de 45 millions d'habitants. Cette perspective est inacceptable pour la France qui se résout au maintien de l'Autriche. Celle-ci de son côté se ressaisit et parvient à mater la révolution italienne, d'une part, et le séparatisme hongrois, d'autre part. Dans le premier cas, c'est une victoire à la Pyrrhus qui ne peut à moyen terme que freiner le mouvement de l'unité italienne. Dans le second, la reprise en main ne peut se faire que grâce à l'aide du tsar

Nicolas I^{er}, dans un des derniers moments de « solidarité des trônes » entre Vienne et Saint-Pétersbourg.

Le néo-absolutisme qui caractérise la période 1848-1861 se traduit par un accroissement de la centralisation de l'Empire au mépris du droit d'État des pays héréditaires. Les tentatives de réforme de la monarchie dans un sens fédéraliste menées par le parlement de Kremsier en opposition à celui de Francfort qui préparait l'unité *grossdeutsch*, puis par le Diplôme d'octobre 1860 sont les seules et dernières chances de la monarchie de sortir de l'impasse. Le centralisme remis en vigueur par la Patente de février 1861 puis l'instauration du dualisme avec le Compromis de 1867 entre l'Autriche et la Hongrie bloquent le système que François-Joseph n'aura pas la volonté de remettre en question. Dès lors la plupart des questions nationales de la monarchie sont potentiellement des questions extérieures.

La question italienne revient sur le devant de la scène avec l'arrivée au pouvoir de Napoléon III qui en fait une priorité de sa politique étrangère : il est favorable à l'unité mais en gardant à la France une sphère d'influence. Or, ceci ne peut s'accomplir qu'au détriment de l'Autriche. La guerre qui va suivre entre le royaume de Piémont-Sardaigne et l'Autriche est une démonstration de l'abandon de l'ancienne politique de Metternich. François-Joseph commet deux erreurs : il se laisse provoquer et croit ensuite que la Confédération germanique et en l'espèce, la Prusse, vont combattre à ses côtés en raison de l'engagement de la France pour les Italiens. La campagne est à la fois une démonstration de la faiblesse de l'armée autrichienne et un échec personnel pour le jeune empereur qui s'est mis à sa tête. Mais les forteresses autrichiennes tiennent et la marine inflige aux Italiens la défaite de Lissa. L'armistice de Villafranca (11 juillet 1859) ôte à l'Autriche la Lombardie, mais elle garde la Vénétie et les Habsbourg demeurent possessionnés en Toscane. Pour son soutien à l'unité italienne, Napoléon III obtient pour la France le comté de Nice et la Savoie.

La guerre austro-sarde a révélé le déficit de puissance de l'Autriche depuis le congrès de Vienne. Dès lors qu'une autre grande puissance se mêle du jeu (ici la France), l'Autriche ne parvient pas à vaincre. Elle doit donc envisager toute initiative de politique extérieure dans un système d'alliance. Pareillement, si elle était agressée (par la Russie par exemple), elle ne saurait se défendre seule. La France pourrait de ce fait constituer pour l'Autriche un allié acceptable dans sa confrontation avec la Prusse. François-Joseph constate en effet que la Prusse non seulement ne l'a pas soutenu mais qu'elle œuvre à son affaiblissement afin de réaliser l'unité allemande. Suite à la guerre de Crimée, l'entente avec la Russie est définitivement compromise puisque l'Autriche s'est opposée, en accord avec sa politique consistant à éloigner la Russie des Balkans, au contrôle par celle-ci des Principautés danubiennes (Moldavie et Valachie).

Après la guerre des Duchés (1864) remportée par la Prusse, Bismarck dévoile au début de 1866 son projet de rénovation de la Confédération germanique dont l'Autriche est purement et simplement exclue, cela revient donc à mettre face à face l'Autriche et la Prusse. Dans un premier temps, la France soutient les initiatives de Bismarck, pensant à tort que la solution confédérale ne se traduira pas nécessairement par une domination prussienne. La Grande-Bretagne est alors occupée à d'autres desseins et la Russie ne pardonne pas à l'Autriche l'affaire de la Moldavie-Valachie, enfin le roi d'Italie conclut une alliance avec la Prusse. L'Autriche se retrouve donc seule, avec à ses côtés quelques États confédérés (Bavière, Wurtemberg, Bade, Hesse et Saxe). La guerre austro-prussienne est rapidement terminée : la monarchie habsbourgeoise était militairement mal préparée et handicapée de surcroît par une situation économique mauvaise. La défaite de Königgrätz (Sadowa) du 3 juillet 1866 est lourde de conséquences pour l'Autriche. L'arbitrage qui suit est en partie entre les mains de la France, mais malgré des conseils avisés, Napoléon III maintient son soutien à la Prusse qu'il espère ainsi accommoder au détriment de l'Autriche qui lui proposait la Vénétie en échange d'un soutien contre la Prusse. Mais c'est le royaume d'Italie qui reçoit cette province en

échange de son appui à la Prusse, ce qui lui permet de parachever son unité. La Prusse gagne sur tous les tableaux et l'Autriche est désormais réduite à gérer l'espace entre l'Allemagne et la Russie. C'est une catastrophe à plus d'un titre : un prestige entamé et des finances ruinées ; la monarchie perd son rôle en Allemagne et elle est définitivement exclue d'Italie. Isolée internationalement, l'Autriche perd toute initiative jusqu'en 1878. Sur le plan intérieur, la gravité de la situation lui impose de s'entendre avec la Hongrie en scellant le Compromis de 1867. La transformation de l'Empire en Autriche-Hongrie va avoir des conséquences intérieures car le système dualiste bloque l'évolution vers une structure fédérale. Sur le plan international, François-Joseph doit maintenant compter avec les Hongrois pour faire ses choix de politique extérieure.

Dès avant la guerre austro-prussienne, l'Autriche tente de renouer avec la France : entre Sadowa et Sedan, une sorte d'idylle franco-autrichienne se déroule. Jamais les deux États n'ont été aussi proches d'une entente et pourtant tout va échouer. Les raisons sont diverses mais il faut insister sur l'importance du facteur personnel. Pour le souverain Habsbourg, Napoléon III reste « une canaille ». En outre, François-Joseph ne se résout pas à la perte de l'ancrage allemand de la monarchie. Napoléon III fait preuve de légèreté et, plus généralement, les deux protagonistes montrent une certaine inconsistance. Ils se trompent également sur le rapport des forces : en 1866 Napoléon III pense que l'Autriche va l'emporter et en 1870 François-Joseph ne peut imaginer une défaite de la France. En définitive les deux puissances ont laissé passer l'occasion de s'opposer à la Prusse et surtout d'arrêter l'escalade impérialiste et unificatrice de Bismarck.

La désastreuse aventure mexicaine distend également le lien entre Paris et Vienne. Sur l'initiative de la France qui a envahi le pays, le frère de François-Joseph, Maximilien, devient en 1863 empereur du Mexique mais les choses tournent au désavantage des troupes coloniales. Après trois ans de combats entre les Républicains et les troupes françaises, Maximilien est exécuté par les soldats de Juarez le 19 juin 1867, quelques jours après le couronnement de François-Joseph comme roi de Hongrie à

Budapest. Cet échec est non seulement douloureux sur le plan personnel mais il détermine également la fin de toute ambition coloniale de l'Autriche. La monarchie des Habsbourg va désormais se limiter à une politique plus modeste destinée à empêcher que son voisinage balkanique lui devienne hostile.

1866-1918 : la puissance en question

Les échecs des années précédentes montrent les limites de la puissance autrichienne lorsqu'elle est confrontée à des adversaires mieux armés et déterminés. En outre, le Concert européen a changé de nature depuis le processus d'unification de l'Allemagne et de l'Italie, cette dernière étant devenue la sixième puissance. Le caractère dynastique de l'Empire le met en décalage au regard des mouvements nationaux. Or, ce sont précisément eux qui agitent l'arrière-cour balkanique. La région est toutefois la seule qui reste à l'Autriche pour affirmer son influence. Elle va s'y concentrer tandis que la plupart des autres puissances se lancent dans l'expansion coloniale.

À la faveur des insurrections contre l'Empire ottoman, l'Autriche-Hongrie va faire de la Bosnie-Herzégovine son terrain d'action et tente de faire des nouveaux États-nations des alliés. Mais le Concert européen a également son mot à dire puisque ses membres sont presque tous impliqués d'une manière ou d'une autre dans la région, soit directement (Autriche, Russie, Italie) soit en vertu d'intérêts géostratégiques plus larges (Grande-Bretagne et France). À partir de 1879, le *Zweibund* lie l'Autriche à l'Allemagne. L'insurrection qui éclate en 1875 menace la stabilité dans les Balkans : l'Herzégovine, la Bosnie et le Monténégro sont touchés. Devant l'impuissance ottomane, la crise dégénère. Les puissances interviennent, l'Autriche en premier en la personne de son ministre des Affaires étrangères Gyula Andrassy. Elles menacent les Ottomans de l'occupation de la Bosnie par l'Autriche-Hongrie, la Russie se saisissant de la Bessarabie qui est un de ses objectifs. Soutenus par la Russie, la Serbie et

le Monténégro s'allie contre le Sultan. Des manifestations de solidarité slave ont lieu dans la monarchie.

L'Autriche-Hongrie voit dans son arbitrage le moyen de redorer son blason diplomatique et elle espère profiter de cette crise pour gagner en influence dans la région. Son but est de s'approprier la Bosnie et l'Herzégovine, tandis que la Russie veut exercer une tutelle sur la Bulgarie. Après que la Sublime Porte a promis de réaliser les réformes réclamées tant sur le terrain que par les puissances, les combats cessent mais reprennent de plus belle en 1877, menant cette fois le Concert européen à réunir une conférence afin d'empêcher la Russie de garder l'initiative dans la région, une perspective dont personne ne veut. Le congrès de Berlin de juillet 1878 consacre l'indépendance totale de la Serbie, du Monténégro et de la Roumanie. La Bulgarie que les Russes voulaient contrôler demeure formellement divisée, la Roumélie orientale étant partagée entre Roumains et Serbes⁹. L'Autriche-Hongrie doit ainsi renoncer à maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman, qui lui semblait jusque-là une garantie pour neutraliser les projets nationaux et l'influence russe, et que les Hongrois soutenaient sans réserve car il était un frein à l'expansion slave du sud. L'occupation de la Bosnie-Herzégovine est un succès pour l'Autriche-Hongrie qui montre une fois de plus une grande habileté dans le jeu diplomatique, malgré sa faiblesse structurelle. Tout se passe comme si l'on revenait au congrès de Vienne : l'Autriche semble gagner sur le tapis vert. Mais tout comme ses conquêtes de 1815, la Bosnie-Herzégovine se révèle problématique. La province est sous-développée et potentiellement rebelle. En effet la Serbie ne peut admettre la domination autrichienne sur un territoire qu'elle convoite. Malgré la politique austrophile menée par la dynastie Obrenović, le traumatisme est ancré dans les mentalités et instrumentalisé par les opposants. Le retour des Karađorđević, à la suite du coup d'État de 1903, change l'orientation de la politique extérieure qui devient résolument anti-autrichienne et atteint son point culminant en juillet 1914.

⁹ Elle est finalement réunie à la Bulgarie en 1885. Celle-ci devient définitivement indépendante en 1908 par la proclamation unilatérale du roi Ferdinand.

La crise de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine en octobre 1908 est l'une des étapes qui conduit à la Première Guerre mondiale. Après 30 ans de gestion des deux provinces, l'Autriche-Hongrie veut reprendre l'initiative d'une politique étrangère dynamique sous la direction du ministre Alois Lexa von Aehrenthal. Elle intervient dans un contexte de tensions régionales après la révolution jeune-turque et coïncide avec la proclamation de l'indépendance bulgare. Or, le Concert européen est encore assez solide pour éviter alors le déclenchement d'un conflit. Toutefois l'Autriche-Hongrie s'aliène définitivement la Serbie et son alliée russe. Le mécanisme qui désamorce la crise est enclenché à Paris et Londres qui s'emploient à calmer la Russie. Les Français et les Britanniques sont en effet plus préoccupés par les initiatives coloniales de l'Allemagne, qui menace leurs conquêtes africaines, que par une province balkanique. De même, les guerres balkaniques qui suivent¹⁰ restent circonscrites. Elles posent toutefois la question de l'attitude de l'Autriche-Hongrie, la puissance régionale la plus directement concernée – notamment par la Seconde Guerre balkanique – et qui aurait pu trouver là l'occasion de mettre fin à l'hypothèque serbe. La Première Guerre balkanique se solde en effet par le traité de Londres, le 30 mai 1913, qui prévoyait la création de l'Albanie dont l'Autriche-Hongrie voulait faire un élément de sa stratégie dans les Balkans. Or l'Italie a également des vues sur ce pays afin de consolider son poids dans l'Adriatique. La Serbie est une fois de plus frustrée car elle n'obtient pas l'accès à la mer. L'Autriche-Hongrie ne profite pas alors de son avantage. En juillet 1914, il est trop tard.

Le seul partenaire fiable de l'Autriche demeure l'Allemagne, puisque l'Italie, membre toutefois de la Triplice, ne fait pas mystère de ses

¹⁰ 1912-1913 : la Première Guerre balkanique se termine par la victoire de l'Entente balkanique (Serbie, Monténégro, Bulgarie, Grèce) contre l'Empire ottoman. La Seconde oppose la Bulgarie à ses anciens alliés pour la suprématie sur les territoires conquis, mais elle est défaite et le traité de Bucarest (10 août 1913) lui ôte tous les territoires conquis précédemment.

ambitions balkaniques et profite en outre de l'irrédentisme des populations italiennes de la monarchie. L'Autriche-Hongrie surestime la puissance allemande, ce qui est une des raisons de l'entrée en guerre de 1914. Les militaires autrichiens dans leur ensemble sont favorables à une politique plus agressive et poussent à en découdre avec la Serbie. La diplomatie en revanche ne retrouve pas en 1914 l'élan de 1908 qui avait permis à Aehrenthal de mener à bien l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

Depuis le congrès de Vienne, l'Autriche, puis l'Autriche-Hongrie ne s'est jamais donné les moyens de sa puissance. Ses succès diplomatiques sont systématiquement contredits par ses faiblesses structurelles, qu'elles soient d'ordre financier ou militaire. En juillet 1914, elle semble peu armée pour un conflit qui va s'avérer plus long que prévu. Or, elle tient jusqu'à l'effondrement d'octobre 1918, ce qui surprend beaucoup d'observateurs internationaux. Malgré la contestation des nationalités, le loyalisme dynastique demeure sa force ; elle est bien telle que la décrit François-Joseph en 1915 « in der heutigen Welt eine Anomalie », puisque ses adversaires sont tous des États-nations. C'est bien pour cela qu'ils vont encourager les diverses nationalités de l'Empire à réclamer leurs droits, ce qui va amener sa dissolution. Le traité de Saint-Germain, signé le 10 septembre 1919, consacre le démembrement de l'ancienne Autriche-Hongrie et interdit à la fois le retour de la dynastie des Habsbourg et l'*Anschluss*. L'Empire, que le Concert européen s'accordait à maintenir comme un élément nécessaire de l'équilibre des puissances, a cessé d'être une anomalie. Les traités de paix consacrent les promesses faites par l'Entente aux nationalités et créent un nouvel ordre européen qui correspond certes mieux au *Zeitgeist* en érigeant à la place d'un Empire multinational des États-nations dont l'équilibre est toutefois trop aléatoire et fondé sur le ressentiment. L'ancien espace danubien est devenu une région clivée et morcelée, précisément ce que l'on voulait éviter un siècle plus tôt.